

Québec solidaire à la recherche d'un second souffle

jeudi 4 avril 2013, par [BONHOMME Marc](#) (Date de rédaction antérieure : 30 mars 2013).

Les instances locales et régionales de Québec solidaire en sont à discuter et à prendre un premier vote sur les propositions des instances nationales pour le congrès du début mai 2013. Stratégie d'alliance et choix d'un porte-parole homme en seront sans doute les points d'orgue. Traversés par l'éventualité d'une prochaine campagne électorale, les débats ne peuvent faire autrement que de tenir compte de sondages qui, étant donné l'effet de l'urne dû au « vote utile » amplifié par le système uninominal à un tour, démontrent une stagnation, malgré une gouvernance péquiste nettement à droite de sa plate-forme électorale, et surtout une montée d'Option nationale lequel a réuni mille personnes à son dernier congrès. Pour mieux comprendre les débats au sein de Québec solidaire — lesquels n'ont rien à voir avec ceux fabriqués par Presse-toi-à-gauche à propos de l'Assemblée constituante afin de sauver des eaux cette stratégie cul-de-sac — on s'appuiera, sans s'y limiter, sur les riches débats réels de l'assemblée générale de la circonscription d'Hochelaga-Maisonneuve, une circonscription prenable et la troisième en termes de nombre de membres après celles de Mercier et de Gouin qui ont élu les deux députés Solidaires. Ces débats méritent, en toute transparence, d'être portés à l'attention de tout le parti, de son électorat et du large public.

Les quatre candidats avaient été invités à faire une présentation qui n'eut pas lieu, faute d'acceptation de l'invitation, sauf celle, évidemment, du porte-parole de la circonscription et candidat désigné pour les prochaines élections. Si on se fie aux blogues et présentations web, on remarque que deux candidatures ressortent soit celle d'Andrès Fontecilla et celle d'Alexandre Leduc. Le second, permanent syndical se présentant comme candidat de la jeunesse, insiste sur la question de la souveraineté et sur celle de la construction électorale du parti. Le premier, issu du milieu de la solidarité internationale et travailleur communautaire, souligne l'importance de la démocratie interne et celle des campagnes politiques. En virant les coins rond, on peut parler du candidat du parti de la rue pour le premier et du candidat du parti des urnes pour le second. On l'a spécialement noté à la rencontre de Québec entre les candidats, lors de la partie improvisée proprement débat suite, au moment de la pause, aux protestations de la salle qui en avait assez des monologues sur des sujets différents ne permettant pas les différenciations. À la question clef à propos des alliances, venue de la salle, les deux candidats principaux se sont prononcés clairement contre, le premier pour des raisons avant tout de contradictoires projets de société, Option nationale compris, le second surtout pour en finir avec cet apparent préjugé favorable au PQ afin de contrer efficacement le « vote stratégique ».

L'assemblée générale d'Hochelaga-Maisonneuve a d'ailleurs chaudement débattu à propos des alliances. À une écrasante majorité, sauf quelques membres favorisant la grande alliance souverainiste, l'assemblée a voté pour une option trois non présente dans le Cahier de résolutions, soit le rejet de toute alliance. Les membres portés sur le parti de la rue l'ont fait surtout par incompatibilité programmatique, ceux et celles privilégiant le parti des urnes par une volonté de se démarquer du principal (et secondaire) adversaire politique qui martèle la nécessité du vote utile. L'assemblée a été sensible à la question du rapport avec les mouvements sociaux, question non présente dans le *Cahier de résolutions*. Après avoir refusé de modifier le troisième objectif de la campagne électorale (« ...un parti apte à gouverner ») et avoir atténué la formulation originale qui parlait de grève sociale, elle a ajouté un cinquième but : « *expliquer la nécessité d'un mouvement*

social fort pour avoir le rapport de force afin de pouvoir implanter une politique antilibérale. »
Malheureusement, l'assemblée a ensuite refusé par la peau des dents la proposition d'une alliance avec les mouvements sociaux, soit :

« Québec solidaire proposera une entente aux diverses composantes du mouvement social sur la base de notre programme et de leurs revendications afin de mobiliser leurs membres dans notre campagne électorale et, une fois au pouvoir, d'avoir le rapport de force pour implanter le programme commun. »

Un malaise qui m'appartient, semble-t-il, car non partagé par mes camarades de l'assemblée générale d'Hochelaga-Maisonneuve : les deux candidats principaux se présentent aux prochaines élections dans des circonscriptions prioritaires (Hochelaga-Maisonneuve et Laurier-Dorion). À mon avis, le/la non-élu-e président-e et porte-parole, homme ou femme, devrait essentiellement se consacrer à la construction du parti, surtout à son aspect parti de la rue, au point d'en être perçu publiquement, à titre égal à l'autre porte-parole, comme le visage médiatique. De plus, une éventuelle élection à l'Assemblée nationale non seulement obligera à tout recommencer mais surtout donnera l'impression que le poste de porte-parole non élu ne sert que de tremplin vers l'Assemblée nationale. On m'a fait des objections relevant du pragmatisme et d'une conception électoraliste du parti : le nouveau porte-parole, comme employé à plein temps, aurait le temps d'être aussi candidat électoral et tant mieux si sa fonction de porte-parole lui donne de la visibilité car, à cette étape du développement du parti, il nous faut plus de députés, m'a-t-on dit. À bien y penser, on a toujours besoin de davantage de députés, pour conquérir la majorité ou la garder... et on n'a jamais assez de temps pour construire un parti de la rue. Il ne s'agit pas seulement d'avoir un bon comité de mobilisation, un journal et une production régulière de tracts, ce qui n'est pas rien, mais surtout de restructurer le parti en fonction autant de l'interface avec le mouvement social que pour les élections, de créer une culture de débats, de prise de décision décentralisée autant que faire se peut, de communication horizontale et de contrôle/dialogue plus serrée de la direction nationale par la base.

Suffirait-il, cependant, de rejeter l'alliance avec les partis néolibéraux, souverainistes ou non, et de lui substituer une alliance avec les mouvements syndicaux et populaires, puis de remodeler le parti pour qu'il puisse agir en synergie avec le mouvement social ? À quoi bon se doter d'une super organisation bien articulée à la mouvance sociale qui se contenterait de lisser les politiques néolibérales quitte à se doter d'un discours électoral qui se démarque à peine du PQ et d'Option nationale et à mettre sous le boisseau les quelques aspérités antilibérales de sa plate-forme (voir annexe) ? En ces temps de polarisation sociale, de crise économique qui nous souffle dans le cou à partir de l'Europe, de crise écologique qui multiplie les phénomènes extrêmes, le peuple de gauche est de plus en plus à la recherche d'une rupture antilibérale si ce n'est anticapitaliste. Il cherche un parti alternatif et non plus un parti de l'alternance comme l'est le PQ à la tête du gouvernement ou le serait Option nationale au Québec, le NPD au Manitoba et en Nouvelle-Écosse et qui le serait à Ottawa, le Parti socialiste en France, comme le PSOE l'a été en Espagne et le PASOK en Grèce.

Même les partis néolibéraux l'ont compris, qui doivent substituer à une politique alternative qu'ils rejettent, une opération de marketing électoral qui en met plein les yeux avant de se dégonfler. Les Libéraux ont carburé au Plan Nord, la CAQ carburera peut-être au Plan St-Laurent, Option nationale se proclame le champion de l'indépendance. Même le PQ se réclame de la gouvernance souverainiste et de l'indépendance énergétique. Quant à Québec solidaire, il est « debout ». Pourquoi donc ? Pour le pays... comme le PQ ; pour les transports électrique... comme le PQ ; pour les ressources naturelles... comme le PQ ; pour des retraites dignes... comme le PQ ; pour une éducation gratuite... ouf ! Alors l'Assemblée constituante dans laquelle Québec solidaire défendra l'option souverainiste ? Un peuple ne se met pas en marche pour du bidon au contenu inconnu. Les peuples vénézuélien et bolivien se sont soulevés pour leur deuxième indépendance contre

l'impérialisme afin de nationaliser leurs importantes ressources naturelles, d'en radicalement redistribuer la rente, de libérer leurs majoritaires peuples de couleur et indigènes, ce qu'ensuite leur assemblées constituantes sont venues habillées, plutôt mal que bien, tout en contribuant à arrêter le mouvement avant son terme.

Voilà où aboutit la social-libéralisation du néolibéralisme. On est contre la privatisation mais pour les PME, donc pour les garderies privées et les subventions aux entreprises privées pour des fins écologiques et de transformation des ressources. On se dit écologiste mais on ne s'oppose plus à l'extraction du pétrole dans le Golfe — on attend la critique du nouveau collectif écosocialiste. On est contre la pauvreté mais pour l'économie sociale, soit l'économie des pauvres par les pauvres à des salaires de pauvre. On est féministe mais pour l'« économie domestique », c'est-à-dire pour l'esclavage domestique. Au moins si on se proposait comme le parti du plein emploi écologique ou de la gratuité (de l'éducation, de la santé y compris les soins dentaires et oculaires, des garderies, du transport public, de l'électricité de base, de l'Internet à large bande), ou encore de l'indépendance pour taxer — et pourquoi pas exproprier — les banques et pour sauver la langue. Comme disait Danton face à l'envahisseur, « Il faut de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace ». Québec solidaire en manque cruellement. Telle est la rançon de cet électoralisme qui coupe sans cesse ce qui était au départ le meilleur vin.

Annexe

Québec solidaire ne s'oppose plus à l'extraction pétrolière et tutti quanti

Le 26 mars 2013, Québec solidaire émettait un communiqué de presse (Forum sur les hydrocarbures en Gaspésie et aux Îles : QS dévoile ses positions sur l'exploitation des énergies fossiles). En prenant la précaution de formuler mille et une conditions environnementales, économiques et démocratiques la plupart du temps sous forme de prudentes questions, et après avoir exprimé son « *scepticisme* » — c'est-à-dire après avoir noyé la poisson — on y apprend que le parti renie sa plate-forme électorale de 2012 en ne s'opposant plus à l'exploitation pétrolière à condition qu'elle ne soit pas schisteuse et qu'elle soit nationalisée. Québec solidaire est donc ouvert à l'extraction du pétrole sur la péninsule gaspésienne et surtout dans le Golfe du St-Laurent. Pourtant la plate forme électorale était claire :

« 15C : Québec solidaire interdira l'exploration et la production d'énergies fossiles (incluant les gaz de schiste) et d'énergie nucléaire sur le territoire québécois. »

Ce reniement fait suite à « l'oubli » de mentionner, dans les trois communiqués de presse sur le sujet de l'exploitation minière dans les deux dernières semaines (les communiqués des 13, 15 et 20 mars) les revendications clefs de notre plate-forme électorale sur le sujet, soit ou bien la nationalisation ou bien la participation majoritaire :

« 9 Ressources naturelles :

Québec solidaire permettra au Québec de se réapproprier ses ressources, et à cet effet :

A nationalisera les ressources stratégiques pour lesquelles le Québec dispose des connaissances techniques d'exploitation, particulièrement certaines matières premières et les ressources du domaine de l'énergie ;

B établira avec l'exploitant des autres ressources un partenariat majoritaire comportant deux conditions : le transfert de la technologie et la formation de la main-d'œuvre ; »

S'ajoute à ces tentatives de recentrage grossièrement électoraliste, dont on peut même douter de l'efficacité électorale, le parti pris soi-disant pragmatiste et pro-PME d'être plus ouvert à une

dynamique de privatisation que le PQ ne l'est sur la question de la création des nouvelles places en garderie. Heureusement, la base du parti commence à réagir. À son assemblée générale préparatoire au congrès du début mai, la majorité des 30 membres de la circonscription Hochelaga-Maisonneuve ont voté la résolution suivante :

« Résolution pour demander d'annuler la prise de position de Québec solidaire concernant les nouvelles places en garderie »

Étant donné que :

- « Québec solidaire demande au gouvernement de faire preuve de souplesse dans l'attribution des nouvelles places en garderie et propose que les garderies privées non subventionnées puissent déposer un projet visant à créer ou combler des places dans le 15% de l'enveloppe réservée au privé. » (Communiqué de presse, 12/02/13) ;
- que « ...deux recherches importantes arrivent à la conclusion que la qualité des services offerts en garderies commerciales est inférieure à celle que l'on retrouve dans les CPE [centre de la petite enfance] » (Camil Bouchard, Développer nos enfants ou une business ?, Le Devoir, 15/02/13) ;
- cette prise de position va à l'encontre de la plate-forme électorale de 2012 qui prône de transférer « graduellement le financement des services de garde privé vers les CPE » (19D) ;
- cette prise de position va dans le sens de la privatisation de la prise en charge sociale de la petite enfance alors que Québec solidaire déclare « se voue[r] entièrement à la défense et à la promotion du bien commun [et] s'opposer au néolibéralisme, cette version moderne du capitalisme » (Déclaration de principes) ;
- la maximisation des profits ne rime tout simplement pas avec éducation et encore moins avec celle préscolaire.

Il est résolu :

1. de demander à la Coordination nationale d'annuler cette prise de position ;
2. de faire connaître publiquement cette décision d'annulation ;
3. de revendiquer que 100% des nouvelles places soient accordées aux CPE ;
4. de revendiquer que le financement, budgétaire et fiscal, des garderies privées soit transférée aux CPE sur une période de cinq ans. »

Marc Bonhomme, 30 mars 2013

**Québec solidaire attaque le PQ... par la droite, la CAQ... par la gauche
Bousculade au centre sur fond de confusion stratégique**

Le chroniqueur du *Devoir*, Michel David, est mort de rire :

« En ce lendemain de Saint-Valentin, il était savoureux d'entendre Amir Khadir parler de "notre ami François Legault de la CAQ". Tout de même, trois fois dans la même semaine... [...] réunis par un sain pragmatisme. [...]

« M. Khadir avait déjà accueilli avec autant de plaisir que d'étonnement la proposition du chef caquiste de rogner sur les crédits d'impôt accordés aux entreprises afin de compenser les compressions de 124 millions que les universités subiront cette année et l'an prochain. La plateforme électorale de la CAQ prévoyait déjà de faire le ménage dans les 95 crédits d'impôt différents totalisant 4 milliards qui leur sont offerts. La CAQ suggérait d'en abolir l'équivalent de 2 milliards et d'avoir plutôt recours à Investissement Québec — ou à la future Banque de développement du Québec — pour stimuler l'investissement. [...]

« Inversement, Québec solidaire n'est pas allergique au privé au point de perdre tout bon sens. Mardi, Françoise David trouvait tout aussi incompréhensible que la CAQ l'entêtement du gouvernement à rejeter toute possibilité de convertir en places à 7 \$ celles qui sont actuellement vacantes dans les garderies privées non subventionnées, ce qui permettrait d'étendre le réseau à moindre coût pour l'État. » (Michel David, Les nouveaux amis, *Le Devoir*, 16/02/13)

Pour le chroniqueur du *Devoir*, chaud partisan du centrisme politique et expert en manœuvre tactique, tout ça n'est que bonne nouvelle. On doit quand même lui donner raison sur la caractérisation de la CAQ comme représentant d'une bourgeoisie modernisatrice — celle de la santé, de l'aérospatiale, de la télé-informatique mais aussi de la transformation des ressources — qui a besoin d'une main d'œuvre bien formée et d'un État qui prend sur son dos les risques de la recherche-développement. Ce à quoi on doit ajouter une bonne dose d'opportunisme politique afin de conquérir l'électorat centriste qui n'a pas oublié son absorption malaisée et obligée de l'ADQ lui fournissant sa base électorale anti-gouvernement et anti-immigrant. Côté Québec solidaire, on y trouve aussi le même opportunisme centriste afin de conquérir la dite classe moyenne des banlieues... et la respectabilité d'un parti responsable. La direction de Québec solidaire est bien consciente que malgré la hausse modeste de deux points de pourcentage de son vote après quatre ans de populisme à la mode se son unique député, ce vote se concentre de plus en plus dans le contre culturel centre-sud-est francophone de l'Île de Montréal.

Reste que l'étonnant parti pris solidaire pour les garderies privées non subventionnées, dont le PQ ne veut pas, n'est pas autre chose qu'une forme de privatisation de l'éducation de la petite enfance. Le chroniqueur du *Devoir* a beau prétendre « que les normes de qualité du ministère devront être respectées », mieux vaut se fier à l'opinion d'un expert en la matière dut-il être un ancien député péquiste :

« ...deux recherches importantes arrivent à la conclusion que la qualité des services offerts en garderies commerciales est inférieure à celle que l'on retrouve dans les CPE [Centre de la petite enfance]. Les représentants de ces garderies ont fort à faire pour nous convaincre que les conditions de travail qui y prévalent sont égales à celles présentes dans les CPE, y compris en ce qui a trait au salaire. Ils ont aussi fort à faire pour nous démontrer que la formation initiale de leur personnel est égale à celle des éducatrices et éducateurs en CPE, et que la formation continue y est d'une aussi grande qualité. Ils ont aussi à démontrer comment ils arrivent à éviter le roulement de leur personnel, à assurer une présence stable de leur personnel sans laquelle il est bien difficile d'imaginer des liens d'attachement fort entre les enfants et le personnel et que ceux-ci puissent avoir une connaissance adéquate des enfants que les parents leur confient. » (Camil Bouchard, Développer nos enfants ou une business ?, *Le Devoir*, 15/02/13)

La théorie des quatre secteurs comme vecteur de la privatisation

Maximisation des profits ne rime tout simplement pas avec éducation et encore moins avec celle préscolaire. Ce social-libéral galvaudage, racoleur d'équilibre budgétaire, trouve sa source dans le programme de Québec solidaire, plus précisément dans ce qu'on pourrait appeler la théorie économique des quatre secteurs :

« *Québec solidaire propose de sortir du modèle économique dual (privé-public) pour adopter un modèle quadripartite :*

- Une économie sociale composée d'entreprises à finalité sociale et à but non lucratif mais aussi d'organismes communautaires, collectifs ou coopératifs qui rendent d'innombrables services à la population.
- Une économie domestique essentielle qui repose sur les services rendus dans la famille, par les aidantes et aidants naturels (surtout des femmes), et plus généralement sur les services gratuits ou bénévoles que nous voulons trouver le moyen de reconnaître socialement et de comptabiliser à leur juste valeur.
- Une économie publique, étatique et paraétatique, dont l'importance et le rôle social, entre autres, dans la dispensation équitable de services accessibles à toute la population, sur l'ensemble du territoire, doivent être revalorisés.
- Une économie privée composée d'entreprises dont le but est de produire et de vendre des produits et des services et qui acceptent de fonctionner dans le respect des règles collectives (sociales, environnementales, etc.) que la société québécoise se donne. »

Lors des négociations pour la formation de Québec solidaire, les états majors de l'Union des forces progressistes (UFP) et d'Option citoyenne (OP) avaient inclus cette théorie des quatre secteurs dans le texte de base de l'unification qui allait devenir la « déclaration de principes », seul texte d'orientation politique adopté au congrès de fondation en 2006. Cependant, le congrès de l'UFP avait laissé clairement savoir qu'il n'était pas d'accord avec l'inclusion de cette théorie même s'il s'était laissé convaincre qu'il n'avait pas le droit de la biffer sous prétexte que le texte résultait de négociations. Il ne s'agissait pas en effet d'une simple description mais d'enjoindre le nouveau parti de promouvoir aussi l'entreprise privée, rien de moins. Les états-majors UFP-OP reculèrent cette fois-là... pour mieux laisser rebondir leurs successeurs, en 2011, dont le noyau était les mêmes qui avaient signé en 2005 le très médiatisé « manifeste des solidaires », pro modèle suédois, tout en soulignant que le soutien à l'entreprise privée s'appliquait « *...particulièrement en ce qui a trait aux PME.* »

Cette récurrence démontre que cette théorie est plus qu'une simple revendication. Elle se réclame d'une orientation encadrant « *le contrôle collectif et démocratique des principaux leviers économiques du Québec [...pour] à terme, dépasser le capitalisme.* » Dans son abstraite généralité elle se veut la réconciliation des anticapitalistes, des antilibéraux et des sociaux-libéraux. Dans sa spécificité concrète, elle crée l'ouverture nécessaire à la direction sociale-libérale pour faire des enfants un objet de profitabilité. Quel féminisme pour un parti effectivement dirigé par l'ancienne responsable de la Marche des femmes ! On retrouve dans cette théorie la profonde idéologie du consensus qui anime la direction du parti, non seulement comme interprète de la démocratie interne mais aussi comme guide des rapports sociaux. La conséquence, à ce jour non résolue, sur la vie du parti de cette négation de la vivifiante et inévitable confrontation des idées fut une tentative d'expulsion rejetée par la base du parti et l'institution d'une dite politique de résolution des conflits de facto tablettée par suite du refus récurrent de la base de solliciter aucun des nombreux postes éligibles nécessaire à son application.

Le consensus, récupérateur électoraliste de l'altermondialisme

On connaît maintenant l'emprise du consensus sur son programme, soit l'acceptation de la domination du capital et même de sa promotion jusqu'à dans ce saint des saints du bien commun qu'est la prise en charge sociale des enfants. De là au refus d'assumer les conséquences du conflit entre le capital et le monde du travail, il n'y a qu'un pas. L'illusion de pouvoir arbitrer démocratiquement la conflictualité sociale fondamentale au profit du prolétariat a jusqu'ici été démentie par l'histoire depuis au moins les tentatives révolutionnaires européennes de 1848 et continue à l'être systématiquement aujourd'hui. Que ce soit dans les pays andins ou dans le monde arabe, les bourgeoisies locales et leurs appuis impérialistes utilisent systématiquement la violence pour garder ou reconquérir le pouvoir quand les institutions parlementaires, le plus souvent profondément corrompues si ce n'est complètement manipulées, ont failli à la tâche. Là ou jusqu'ici elles ont été tenues en échec, c'est uniquement à cause d'une mobilisation massive et soutenue.

L'idéologie du consensus est tout à fait indispensable à la transformation électoraliste du parti. Le débat interne qui serait nécessaire à un parti de la rue, parce que chaque militante serait quotidiennement confrontée à s'y retrouver dans la la dynamique de la conjoncture, doit laisser place à l'unidimensionnelle machine électorale. Pour la direction, le parti de la rue doit s'effacer devant l'institution parlementaire. Le lieu du possible renversement du capital doit se soumettre au lieu de l'inévitable domination du capital. On comprend que toute idée de rupture avec l'actuel ordre social soit un anathème pour la direction du parti. Or qui dit rupture au Québec et au Canada dit indépendance du Québec, le maillon faible de la domination de la bourgeoisie canadienne.

D'où la forte résistance de la direction de Québec solidaire à admettre la lutte pour l'indépendance que la base a dû imposer, d'où sa réduction à une affaire constitutionnelle c'est-à-dire institutionnelle, d'où sa marginalisation dans la stratégie de communication du parti. Finalement, la direction de Québec solidaire a autant peur de la lutte pour l'indépendance que la bourgeoisie à cette différence près qu'elle doit la chevaucher au lieu de la combattre mais dans un même but, la faire échouer. Ce fut et cela reste la raison d'être du PQ mais son influence sur la nouvelle génération altermondialiste s'est perdue dans le ralliement péquiste armes et bagages au libre-échange et aux politiques néolibérales. C'est la neutralisation de cette génération dans le cul-de-sac de l'électoralisme pour de fuyantes réformes sociales, et par effet de miroir inversé la marginalisation anarchiste de ceux et celles qui rejettent Québec solidaire, que réside l'acceptation du parti comme socialement acceptable par les monopoles médiatiques.

Pour que Québec solidaire devienne un parti de l'alternative et non pas un parti de l'alternance à la NPD, il y aurait nécessité d'un aggiornamento interne que seuls les anticapitalistes seraient en mesure d'initier. Jusqu'ici, ses principaux courants organisés ont plutôt contribué au problème qu'à la solution. Ils composaient un bon quart de l'état-major de l'ancienne UFP qui a voulu imposé la théorie des quatre secteurs et qui a réussi son processus de fusion par le haut, sans un mot de protestation de leur part. Ils ont ensuite été des porteurs enthousiastes de la stérile constitutionnalisation de l'enjeu de l'indépendance. Aujourd'hui, marginalisés dans le parti, ils tentent de se transformer en sympathique groupe de propagande sur l'écossocialisme au lieu de mener une lutte à contre-courant pour une stratégie indépendantiste afin de non seulement sauver la langue mais surtout pour exproprier les banques... sans quoi aucun écossocialisme n'est possible.

Marc Bonhomme, 18 février 2013

P.-S.

* www.marcbonhomme.com ; bonmarc videotron.ca